



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Compte rendu du forum du Lundi 7 avril 2025

Le modèle étato-consomérisme de la France selon Jérôme Fourquet à l'épreuve

animé par Michel WEILL

Selon Jérôme Fourquet l'ampleur du dérapage de la situation budgétaire et les déficits records de la balance commerciale de la France, comme d'autres indicateurs macro-économiques, seraient essentiellement dus au poids exorbitant de l'État, la thrombose bureaucratique sur l'économie, et au fait que nos politiques publiques ont toujours privilégié la consommation à la production, la demande par rapport à l'offre.

Qu'en est-il vraiment ? Est-ce propre à la France ? La part de l'Europe dans le « modèle » ? Que faudrait-il changer ?

C'est un exercice compliqué que de résumer cette étude. D'un côté, il y a de nombreux faits, de l'autre des soubassements théoriques non explicités. On sent que Jérôme Fourquet est un homme d'enquêtes et de statistiques mais qu'il n'a peu la culture d'économiste.

Jérôme Fourquet part de quelques constats : le niveau d'endettement de la France est préoccupant, le déficit de la balance commerciale bat des records, d'autres indicateurs sont aussi inquiétants.

Son modèle qu'il appelle stato-consomérisme repose sur deux postulats et piliers que sont

- d'une part, l'extension permanente de la dépense et de la sphère publique. Celle-ci est financée par un niveau de prélèvements obligatoires le plus élevé de l'OCDE.

- d'autre part, le primat accordé à la consommation comme principal moteur économique, au détriment de la production

Fourquet constate une bureaucratisation galopante. Notre administration est hypertrophiée. Le revers de ce modèle est cuisant : il a conduit à une désindustrialisation massive du pays. De très nombreuses filières productives sont lestées d'un haut niveau de prélèvements obligatoires et d'un carcan réglementaire de plus en plus incapacitant,

1- Dette et déficit publics : la grande glissade

La grande glissade de la dette et des déficits publics : elle passe de 75 Milliards en 1978 à 3100 Milliards en 2024. Mais Fourquet ne mentionne ni le pourcentage du PIB ni l'effet de l'inflation.

Le keynésianisme est fait à moitié : en période de faible conjoncture, on fait du déficit. Mais en période faste, on fait des économies. La France ne fait jamais d'économies et les impôts n'ont cessé de baisser.

Les intérêts de la dette sont passés de 40 à 55 Milliards d'Euros (constants ?). Enfin, la dette publique est détenue à moitié par l'étranger.

Fourquet relie le déficit commercial qui augmente constamment, au fait que de plus en plus de pays étrangers rachètent nos entreprises et nos biens immobiliers. En 2001 notre déficit patrimonial était de 40 Milliards, soit 2,7% du PIB. Depuis, pour combler le déficit systématique de sa balance des paiements courants, la France a creusé son déficit d'avoirs extérieurs qui s'élevait début 2023, à -630 milliards d'euros.

Les « non-résidents » possèdent aujourd'hui près de 40% du capital de l'ensemble des entreprises du CAC 40. La France a cédé son patrimoine et ses bijoux de famille.

Fourquet ne différencie pas le patrimoine économique et le patrimoine immobilier. On voit des conséquences locales sur le prix de l'immobilier qui rend le logement difficile comme à Paris et en Haute Savoie.

3- L'abandon de la production

L'abandon de la production est montré surtout sur l'automobile avec de nombreux chiffres en valeurs absolues. On produisait 2,3 Millions en 2007 pour 1,34 Millions en 2024. (Cf [Industrie automobile. Quelles usines ont produit le plus de voitures en France en 2024 ?](#))

En 2007, 2 065 000 voitures ont été vendues en France contre 1 775 000 en 2024. La France est passée d'un excédent de production de 15% à un déficit de 25%.

Fourquet n'aborde pas la question de la production agricole, de ses exportations, des surproductions

5- La grande distribution : pilier et grand bénéficiaire du modèle stato-consomériste

Fourquet fait un chapitre sur la consommation. Il montre l'hypertrophie de la grande distribution qui est grand bénéficiaire de la situation. Il mélange deux débats : la question de la taille de la grande distribution

« D'un point de vue économique et financier, en 2019, le groupe Leclerc a enregistré un chiffre d'affaires de 48 milliards d'euros et Carrefour, un CA de 38 milliards, soit des masses financières du même ordre de grandeur que le budget des principaux ministères français : 52 milliards pour l'Education Nationale et 37,5 milliards pour les Armées. »

Fourquet n'évoque pas le fait que ce modèle d'entreprise a de grandes réussites à l'exportation. Pour lui, c'est la grande distribution qui imprime désormais sa marque sur le territoire. Mais en quoi cela a-t-il joué sur le passage d'une économie de production à une économie de service ?

6- Soutenir la consommation : la politique du chèque et du guichet

Hormis cet effet psychologique et culturel très puissant (le fameux Quoi qu'il en coûte de Macron lors de la crise du Covid), l'empilement de tous ces dispositifs a abouti à une multiplication des procédures et des modalités pour pouvoir demander puis bénéficier de ces aides, primes et chèques. Année après année, la politique du chèque a fait grossir la tuyauterie administrative qui est devenue une véritable usine à gaz. Pourtant, leurs motivations initiales pouvaient être vertueuses (écologie, culture...).

La consommation en France représente 79 % du PIB en France pour 72 % en Allemagne. On peut attribuer la différence au taux d'exportation, difficile d'en tirer une leçon. Et on voit aujourd'hui, en Allemagne, mais aussi en Chine, la fragilité d'économies tournées principalement sur l'exportation.

7- La thrombose bureaucratique

La thrombose bureaucratique est un problème majeur. Il y a plusieurs racines à cela : la conception globale des démarches qualité en entreprises comme dans les administrations, la réglementation européenne. Comment trouver d'autres moyens que la réglementation pour progresser réellement ? On ne peut tout attribuer à l'État.

Du coup, se développe une logique dérogatoire et de contournement du cadre réglementaire en vigueur dans l'optique de parvenir à des résultats assez rapidement, sans toucher à l'ensemble du système. Pour Fourquet, le gouvernement semble avoir pris conscience de l'ampleur de la thrombose bureaucratique et administrative qui étouffe le pays.

Conclusion de Fourquet

De la même manière, différentes mesures relevant d'une « politique de l'offre » ont produit certains effets au cours des dernières années. 120 000 postes ont ainsi été créés

dans le secteur industriel depuis 2017 et plusieurs dizaines d'usines ont ouvert leurs portes durant cette période. Si la France est bien devenue le pays européen le plus attractif pour les investisseurs étrangers, il faudrait pouvoir quantifier la part des investissements étrangers consacrés à la création d'activités nouvelles sur notre territoire et celle dévolue à l'achat d'actifs français, ces flux financiers amplifiant la détention croissante de l'économie nationale par des investisseurs étrangers. La poursuite de ce processus, tout comme le maintien à des niveaux très élevés de notre déficit budgétaire et du déséquilibre notre balance commerciale, illustre l'impasse dans laquelle le choix du modèle stato- consumériste a conduit le pays.

Conclusion de Michel Weil :

La partie consumériste de ce rapport est faible, la partie bureaucratique est forte, mais plutôt bureaucratique qu'étatique ; manque de confiance dans les hommes et manque de démocratie et d'expérimentation/évaluation. Un mot d'ordre rocardien. A aucun moment Fourquet ne parle de l'Europe. Sa réglementation joue un rôle dans cette bureaucratisation

Il reste qu'il y a un vrai travail à faire. Elle mange des ressources et est déresponsabilisant pour les fonctionnaires. Tout cela traduit un manque de confiance dans les hommes, dans l'expérimentation et son évaluation.

Le Débat

Il est vrai qu'en Allemagne l'administration est plus attentive aux entreprises, cherche à aider à développer, à aider. L'administration fonctionne en top down.

Je vois deux explications : l'Allemagne est un pays fédéral et les Länders sont plus proches des réalités économiques. Les entreprises sont différentes. Les ETI structurent le tissu économique et sont à même de discuter avec les Länders. En France les grands groupes discutent avec Bercy seuls et les petites PME sont trop petites et nombreuses pour discuter avec l'administration.

Le salon Global Industrie montre un effort de la Région bien présent, un Etat moins présent.

Le rapport de Fourquet a été publié par le Figaro et l'IFOP. On retrouve l'intérêt pour les statistiques et moins pour le modèle.

La pertinence d'une analyse franco-française de ces sujets ? On n'imagine pas une analyse de la Californie ou du Texas seul.

Il est clair qu'une comparaison avec d'autres pays sur les grandes valeurs analysées serait bien utile.

Deux nuances sur la désindustrialisation. Le CEPI (Centre d'Etudes en Economie Internationale) sort un livre sur ce sujet. Le poids relatif de l'industrie dans le PIB a beaucoup baissé, bien plus qu'en Allemagne ou l'Italie. Mais en valeur absolue on observe une hausse de 20% en 20 ans. L'industrie est passée de 20% de PIB à 10%. La cogestion en Allemagne a peut-être évité des externalisations. L'Allemagne a bien travaillé avec les pays d'Europe de l'Est.

Poids du public : il convient de rappeler que la différence avec les autres pays n'est pas le poids de l'Etat mais les prestations sociales, les retraites. Les charges de personnel de l'administration ne sont pas plus élevées qu'ailleurs.

L'automobile en Allemagne a maîtrisé ses coûts en externalisant dans des pays d'Europe. L'industrie de la machine outils est très forte. Une chose où la France s'est toujours contentée de faire des produits de moyenne gamme, zone où la concurrence est maximale.

On parle beaucoup de l'automobile qui est devenue tout à fait mondialisée. Le montage final n'est qu'une étape de la production.

Le reporting en entreprise est chronophage. Cela part d'un manque de confiance. On veut toujours plus de traces de ce que font les adjoints. Quel en est l'usage ?

Je vous rappelle ce que nous a montré Jean Luc Névache sur la police qui est pénalisée par des nombreuses tâches administratives qui probablement ne sont pas utilisées. C'est probablement moins le cas en Allemagne.

Les temps de travail et le coût du travail sont similaires en France et en Allemagne

L'Europe a annoncé le paquet omnibus qui simplifie le reporting extra financier des grandes entreprises sur leur empreinte carbone. Mais si on veut qu'elles fassent des efforts, comment se passer de ces informations ?

Même point sur la RSE que Trump tacle avec acharnement. C'est pourtant avec l'information que le progrès arrive

Lors d'une réunion des comités d'entreprises européennes, la RSE permet de nombreux débats.

Les fonds FSE sont devenus inaccessibles à de nombreux projets par une demande de justificatifs en nombre très élevés sans que jamais l'effectivité du travail n'ait été vérifiés. La bureaucratie est aussi un moyen de s'éloigner du réel.

Pour avoir représenté des services d'études internes à l'administration, réinternaliser des fonctions d'études plus pointues suppose une gestion du personnel différente. Il faut un brassage entre différents secteurs et construire des carrières conçues pour construire ces compétences. Sinon, le recrutement de contractuels est utile.

Oui, l'imbrication entre industrie et services est très grande. Il convient d'en tenir compte. La mesure par les effectifs n'est pas pertinente.

La phase de conception est devenue essentielle pour l'industrie. C'est elle avec la maîtrise des flux financiers qui donne le pouvoir.

Quelle conclusion en tirer pour une politique de gauche ? Nous sommes plus dans la recherche d'une préservation de ce qui existait plutôt que dans l'imagination d'un nouveau modèle alternatif pour l'Europe. Notamment, l'Europe des capitaux n'existe pas.

300 Milliards d'épargne et l'investissement européen partent aux Etats Unis. C'est assez compliqué pour y arriver. Le fonctionnement de l'épargne est très local. Le livret d'épargne est une spécialité française. Cela passe par une harmonisation fiscale de l'épargne. Une banque italienne a encore du mal à racheter une banque allemande.

L'effort de réarmement pourrait être une occasion de faire un marché européen.

Prochains rendez-vous proposés :

- Le 23 avril à 20 h au Foyer Protestant de la Duchère 309 Avenue Sakharov à Lyon
Les valeurs européennes face aux tumultes actuels avec Sylvie Guillaume.
- Le 28 avril à la Maison des solidarités Conférence Convaincre sur la situation géopolitique par Dominique Bolliet

**Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial : Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon**

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com